http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article145

Ne nous résignons pas.

RESISTANCE !

- EDUCATION EN LUTTE !
- Archives 2007-2013
-

Date de mise en ligne : vendredi 16 octobre 2009

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Après la crise financière, c'est la crise sociale qui s'amplifie, avec ses cortèges de licenciements et de drames humains. Pourtant le gouvernement ne désarme pas. Il poursuit sans relâche, au nom des dogmes libéraux qui font faillites, sa politique antisociale et son offensive tous azimuts contre les services publics :

Réduction des effectifs dans la fonction publique, augmentation de la précarité, remise en cause des statuts, privatisation de La Poste, augmentation du forfait hospitalier, attaque programmée contre les retraites, politique sécuritaire inefficace et liberticide, répression syndicale et expulsion sauvage d'immigrés etc. La liste n'est pas exhaustive.

Cette politique globale se poursuit avec détermination dans l'Education.

- Le nombre des départs en retraite non remplacés ne cesse de croître : 8 700 en 2007, 11 200 en 2008, 13 500 en 2009 et 16 000 prévus au budget 2010 ! Et ce n'est pas terminé : la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) prévoit au total la suppression de 90 000 postes d'ici à 2012. Cette politique sera en partie rendue possible par la suppression simple des postes de stagiaires, c'est-à-dire d'un moment essentiel de la formation des jeunes enseignants. Au nom d'un recrutement à bac + 5, les nouveaux collègues seront donc directement affectés en classe à partir de la rentrée 2010. Le gouvernement envisage ainsi d'économiser environ 500 millions d'euros par an, alors que la baisse de la TVA dans la restauration coûtera plus de 3 milliards !

- Les manipulations honteuses des chiffres, en particulier à l'occasion de la discussion de la DGH (Dotation Globale Horaire), ne permettent pas de masquer les effets négatifs réels de cette politique budgétaire. Classes surchargées, titulaires non remplacés, TZR nommés hors zone, multiplication de postes à complément de service (2 ou 3 établissements), pression pour accepter des heures supplémentaires, augmentation de la précarité, élèves non affectés ou très tardivement, enfants non scolarisés en maternelle, absence de personnels accompagnant les enfants handicapés, etc. Là aussi, la liste est longue.

- Les contreparties promises ne seront bien entendu pas au rendez-vous. Alors qu'en moins de 10 ans un enseignant a perdu plus de 14% de son pouvoir d'achat, les négociations salariales s'annoncent très mal avec Luc Chatel. La revalorisation salariale promise par Sarkozy â€” et devant être financée sur les économies réalisées â€” serait de moins d'une centaine d'euros pour les nouveaux recrutés, alors que rien n'est envisagé pour les milieux et fins de carrière, si ce n'est de lier désormais le salaire... au mérite et à l'acceptation de « nouvelles missions ».

- Nous sommes là au cÅ“ur du dispositif gouvernemental, tel qu'il s'est progressivement dessiné depuis le fameux Livre Vert de la commission Pochard jusqu'au récent rapport Apparu. L'enjeu n'est pas seulement de réduire
  les dépenses budgétaires, il est aussi de soumettre le service public d'Education à la rationalité économique de la sphère marchande. Il s'agit, en somme, de gérer les établissements secondaires comme des entreprises privées, de les intégrer à une logique de compétitivité et de concurrence, de « manager » les salariés par le stress en redéfinissant leurs métiers et en individualisant leurs traitements.

- Une telle chape idéologique interdit définitivement d'envisager sereinement les réformes et mutations pédagogiques pourtant nécessaires. Toute réflexion ou pratique alternative est obstruée par un bétonnage hiérarchique systématique qui exige l'obéissance du fonctionnaire, avec la complicité coupable, malheureusement, de quelques organisations syndicales.

- Les évaluations dans le primaire â€” afin de répondre au dogme présidentiel : « faire rentrer la culture du résultat dans l'école » â€” se révèlent n'avoir pas d'autre finalité que de produire un palmarès des écoles et à terme... des enseignants. L'aide

Copyright © SUD éducation 92

personnalisée conduit de façon absurde à un allongement de la durée de la journée scolaire. Elle a été imposées contre l'avis quasi unanime des enseignants, des pédiatres et des chronobiologistes, afin de pouvoir compenser la suppression de 6 000 postes de maitres spécialisés (RASED). Les collègues désobéissants, qui ont tous proposés des projets alternatifs et innovants, ont été durement sanctionnés par la hiérarchie.

- La réforme des lycées, un temps repoussée, n'est envisagée que sous les seuls angles d'une réduction de l'horaire hebdomadaire des élèves puisque « 1h de cours supprimée c'est à peu près 1000 postes en moins » (Apparu) et d'une diminution par deux des redoublements puisque ceux-ci « coûtent chers ». On ne s'interroge pas sur les contenus et les méthodes d'enseignement, on n'envisage aucune articulation précise avec les autres cycles, l'important étant surtout de parvenir à éponger les suppressions de postes.

- Le plus souvent la réflexion ministérielle en matière d'éducation se contente de faire échos à la clameur des faits divers (« fouille des cartables », « force mobile d'agents ») ou d'égrener les poncifs rétrogrades sur la mixité ou même la laïcité, alors qu'on oblige désormais les communes à financer les écoles privées. Mais au fond ce qui semble être dangereusement menacé, par cette idéologie mercantile, c'est le sens même de l'école et des missions d'éducation et d'enseignement puisqu'on envisage désormais, au moins dans l'académie de Créteil, de les « marchandiser » en rétribuant la présence des élèves.

S'organiser pour résister et gagner.

Il n'y a pas de fatalité. Il faut mettre un terme à cette culture de la résignation qui devient « l'esprit d'un temps sans esprit ». Mais il n'y a pas non plus de solutions individuelles. La défense concrète des intérêts des salariés, l'intervention efficace auprès des hiérarchies et des pouvoirs publics, la capacité d'organiser les mobilisations et de soutenir les négociations ne peuvent être assurées par la seule bonne volonté de quelques uns. Un organisation syndicale est justement l'outil que se donnent les personnels pour se faire entendre et organiser leur lutte.

L'an passé, la résistance a été très forte. Aux Antilles, dans de très nombreuses entreprises publiques ou privées, mais aussi dans les Universités et dans des écoles, la mobilisation a été puissante. Nous étions de très nombreux grévistes le 20 novembre dernier, et les 29 janvier et 19 mars nous étions plusieurs millions de grévistes et de manifestants. Mais pour gagner il nous faut avoir la détermination nécessaire pour créer la convergence de tous le secteurs et pour prolonger la lutte jusqu'à la satisfaction de nos revendications. SUD Education le répète inlassablement : nous ne gagnerons jamais rien au rythme d'une grève tous les 2 mois. Cette pratique désormais ritualisée de la grève de simple « mécontentement » est étranger à l'esprit de la grève et la rend incompréhensible aux autres secteurs de l'opinion. Engager la mobilisation progressivement, respecter les rythmes de chacun est une chose, mais à condition de ne pas s'épuiser dans des débrayages sans lendemain et des manifestations répétitives. Nous ne devons pas avoir peur d'engager l'épreuve de force, sur du long terme si nécessaire, comme le font tous les autres travailleurs qui se mobilisent. Nous devons nous y préparer.

Nous savons que le gouvernement ne reculera que si nous parvenons à construire une mobilisation, une grève massive et durable, en rompant avec les logiques catégorielles.

SUD Education est un syndicat intercatégoriel de personnels titulaires ou précaires, ouvriers ou enseignants, d'agents administratifs ou de personnels de l'Education. C'est aussi un syndicat qui s'inscrit résolument dans

Copyright © SUD éducation 92

un engagement interprofessionnel, au sein de l'union syndicale « Solidaires », auprès de tous les autres SUD, dans le Rail, à la Poste, dans les Hôpitaux, aux Télécom ou à Michelin...etc, mais pas seulement. Nous ne proposons pas un syndicat de plus, nous défendons une nouvelle idée du syndicalisme, fondée sur l'unité des salariés et leur auto-organisation démocratique : **Solidaire...Unitaire ...et Démocratique.**

Copyright © SUD éducation 92